

ŒUVRES
DE
CHATEAUBRIAND

XII

LAGNY. — TYPOGRAPHIE DE VIALAT ET



VIE ET MŒURS DES CHEVALIERS.

À
ŒUVRES

DE

CHATEAUBRIAND

Mélanges Politiques.



PARIS

DUFOUR, MULAT ET BOULANGER, LIBRAIRES-ÉDITEURS

21, QUAI MALAQUAIS

—
1853

À

MÉLANGES POLITIQUES.

RAPPORT

FAIT AU ROI DANS SON CONSEIL.

SUR LE DÉCRET DE NAPOLEON BUONAPARTE

DU 9 MAI 1815

SIRE,

La France entière demande son roi, les sujets de Votre Majesté ne dissimulent plus leurs sentiments : les uns viennent se ranger autour d'elle ; les autres font éclater dans l'intérieur du royaume leur amour pour leur souverain légitime, et l'espoir de retrouver bientôt la paix sous son autorité tutélaire. Mais, plus l'opinion publique se manifeste, plus Buonaparte, épouvanté, apesantit son joug sur les Français. Il appelle l'anarchie au secours du despotisme ; il veut, mais vainement, ébranler la fidélité des faubourgs de Paris, armer la dernière classe du peuple. Pour soutenir sa tyrannie, il cherche, sous les lambeaux de la misère, des bras ensanglantés dans les massacres de septembre : il fouille dans les archives révolutionnaires pour y découvrir quelques lois propres à seconder ses fureurs. C'est cet esprit de violence qui a dicté le dernier rapport du ministre de la police de Buonaparte. Ce rapport, en date du 7 mai, a été suivi d'un décret rendu le 9 par le prétendu chef du gouvernement de la France ; et le soi-disant ministre de la justice a couronné ce rapport et ce décret par sa circulaire du 11, adressée aux procureurs généraux.

Déjà l'application de ces principes d'iniquité a été faite dans plusieurs départements : des agents secondaires se sont hâtés de répondre au signal donné, en portant la rigueur et l'injustice à un excès inouï, même dans les fastes de la révolution. Nous reviendrons plus bas sur l'arrêté du lieutenant général de police Moreau : nous ne faisons ici que l'indiquer à Votre Majesté.

Ce décret du 9 mai, dont la première lecture a si vivement affligé le cœur du roi, ordonne, par le premier article, à tous les Français (autres que ceux compris dans l'article 11 de l'amnistie du 12 mars dernier) qui se trouvent hors de